

Unité Départementale Hérault  
1 rue de la Cité-Administrative  
Cité administrative, Bât. G  
BP 80002 - Cedex 9  
31074 Toulouse

Toulouse, le 09/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **GAZECHIM**

ZI du Capiscol  
27 rue Martin Luther King  
34500 BEZIERS

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2022 dans l'établissement GAZECHIM implanté ZI du Capiscol 27 rue Martin Luther King 34500 BEZIERS. L'inspection a été annoncée le 15/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAZECHIM
- ZI du Capiscol 27 rue Martin Luther King 34500 BEZIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006600891
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société GAZECHIM est spécialisée dans le conditionnement de gaz toxiques liquéfiés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91-1-2809 du 1er octobre 1991 dont les prescriptions techniques ont été modifiées et remplacées par celles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 complétées par les arrêtés préfectoraux du 4 décembre 2009, du 25 mars 2014 et du 13 septembre 2018.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- sous-traitance (action nationale 2022)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle  | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|--|-------------------|
| Organisation, formation (liste des sous-traitants)                    | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1 | /  | Sans objet        |
| Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | /  | Sans objet        |
| Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)              | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | /  | Sans objet        |
| Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)               | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | /  | Sans objet        |
| Organisation, formation (procédures d'urgence)                        | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1 | /  | Sans objet        |
| Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)      | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5 | /  | Sans objet        |
| Formation des entreprises extérieures (plan de formation)             | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5          | /  | Sans objet        |
| Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)        | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5          | /  | Sans objet        |
| Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)          | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5          | /  | Sans objet        |
| Formation des entreprises extérieures (traçabilité)                   | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5          | /  | Sans objet        |
| Formation des entreprises extérieures (vérification)                  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5          | /  | Sans objet        |
| Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection) | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5          | /  | Sans objet        |
| Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)              | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | /  | Sans objet        |
| Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)   | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | /  | Sans objet        |
| vitesse de traversée des voies ferrées                                | AP Complémentaire du 13/09/2018, article 8.1         | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation Gazechim de Béziers comporte une organisation qui prend en compte explicitement l'intervention d'entreprises extérieures. Les actions menées dans ce cadre sont bien tracées.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Organisation, formation (liste des sous-traitants)

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.  |
| <b>Constats :</b> Une liste issue de l'outil de maintenance préventive Corim de l'exploitant, comportant 32 prestataires, a été présentée. Cette liste comprend le nom des entreprises extérieures, leur nombre de jours d'intervention par an, ainsi que le cadre de leur intervention : travaux et/ou maintenance/entretien.<br>Dans le formulaire d'autorisation de travail, on note la possibilité d'un seul niveau de sous-traitant pour une entreprise extérieure, qui doit être identifié. L'exploitant a précisé que cette possibilité ne pouvait être utilisée que pour les travaux neufs, amenant des annexes à l'autorisation par sous-sous-traitant de l'entreprise extérieure en charge des travaux.<br>Aucun sous-traitant n'était présent sur site le jour de la visite. |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une procédure d'accueil des entreprises extérieures référencée PS-GL-SGS-001 version 12. Outre les modalités d'accès, cette procédure prévoit un accueil systématique des intervenants extérieurs, l'établissement d'un plan de prévention et d'une autorisation de travail, avec si besoin notamment un permis de feu. Les formulaires du plan de prévention (FOR-GL-SGS-001 version mars 2017), de l'autorisation de travail (FOR-GL-SGS-002 version 4), et du permis de feu (FOR-GL-SGS-003) annexés à la procédure ont également été fournis.<br>Les consignes de sécurité sont données et expliquées aux intervenants lors de l'accueil de sécurité ainsi qu'à l'occasion d'une visite préalable des lieux d'intervention. Le plan de prévention rappelle ces consignes de sécurité et l'obligation de validation préalable entre les 2 parties de l'autorisation de travail ; cette autorisation comprend les analyses de risques et les mesures de prévention associées, avec notamment le renvoi à un permis de feu si nécessaire. Le plan de prévention, l'autorisation de travail et le cas échéant le permis de feu sont signés par l'entreprise intervenante pour en attester la prise de connaissance. |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.   |
| <b>Constats :</b> L'autorisation de travail est valide dans la durée de 5 jours, tout comme le permis de feu. Ce dernier doit être signé quotidiennement en début et fin de travaux par le chargé de sécurité Gazechim. Suite à la visite, l'exploitant a adressé le soir même une évolution de son formulaire permis de feu pour intégrer explicitement la surveillance d'absence de points chauds pendant 2 heures au moins après la fin des travaux et l'apposition de la signature du chargé de sécurité Gazechim à l'issue de cette surveillance.<br>L'exemple de permis de feu délivré pour une intervention du 25/01/2021 au 29/01/2021 en zone ATEX a été contrôlé. Ce permis était parfaitement renseigné. Toutefois, il a pu être constaté que le dégazage effectif de tuyauteries avant intervention validé explicitement le 25/01/2021 par une personne de Gazechim dans le permis de feu, ne comportait pas de dispositif de consignation physique pour éviter toute remise inopportune en gaz avant la fin des travaux. L'exploitant a signalé que cette problématique avait été identifiée au sein du groupe Gazechim dans le cadre de ses revues de site. Pour en attester, il a présenté par le biais de son outil d'amélioration continue, le compte rendu de revue de site Lavéra EVT-GL-2022-008 SGS. En son point 11) relatif aux axes de progrès à mener en 2022, le site Lavéra est défini comme pilote sur le renforcement de la formalisation des consignations des installations (attestations, procédures, suivi...). Aucune désignation spécifique des tuyauteries n'y figure mais l'exploitant a précisé que le cas de consignation physique des tuyauteries, d'ailleurs avec les difficultés afférentes de mise en œuvre, y était bien inclus. |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.   |
| <b>Constats :</b> L'autorisation de travail, valide sur 5 jours, est signée quotidiennement au lancement des travaux, à la fois par le représentant Gazechim supervisant les travaux, par l'entreprise extérieure et le cas échéant le sous-traitant de cette entreprise extérieure. L'autorisation de travail est également signée à la fin de travaux par les mêmes parties.<br>En parallèle, comme décrit au constat précédent, un permis de feu est utilisé le cas échéant, avec dorénavant la mention explicite de surveillance de l'absence de points chauds pendant au moins 2 heures après la fin des travaux. |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Organisation, formation (procédures d'urgence)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.<br>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.  |
| <b>Constats :</b> La conduite à tenir en cas d'alerte sur le site est indiquée à chaque intervenant lors de l'accueil de sécurité (présentation référencée AN-GL-SGS-094), dans un dépliant sécurité 3 volets qui lui est laissé à l'issue, et est rappelée dans l'autorisation de travail. Une question explicite sur la conduite à tenir en cas d'alerte figure dans le QCM de validation de la formation sécurité.<br>Sur le permis de feu est explicitement prévu l'emplacement des moyens d'alerte en cas d'incendie ou d'accident et la personne à contacter le cas échéant.<br>Les incidents sont tracés sur l'autorisation de travail. |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.<br>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.<br>Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Aucun exercice lié à un chantier en cours d'un prestataire n'a été réalisé.<br>Jusqu'à maintenant, les exercices POI étaient réalisés en visant à nuire le moins possible à l'activité et donc en l'absence de prestataire sur le site.<br>L'exploitant a indiqué qu'il avait prévu, au cours de l'exercice POI/incendie de fin d'année, d'y associer un prestataire en cours de chantier.   |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Formation des entreprises extérieures (plan de formation)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. |
| <b>Constats :</b> L'accueil de sécurité effectué par Gazechim pour chaque intervenant, est suivi d'un QCM d'évaluation signé à la fois par l'exploitant et l'entreprise extérieure.  |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. |
| <b>Constats :</b> Le contenu de la formation de l'accueil sécurité (AN-GL-SGS-094 version 4) est spécifique au site Gazechim de Béziers.<br>Un constat en lien avec son contenu est stipulé plus loin au regard d'un article spécifique de l'arrêté préfectoral du 13/09/2018.   |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. |
| <b>Constats :</b> Dans la procédure d'accueil des entreprises extérieures (PS-GL-SGS-001 version 12), il est spécifié que la formation d'accueil sécurité est nominative et valable tant que les risques sur les installations et les conditions d'accès au site n'ont pas évolué. L'exploitant a précisé qu'une réflexion était en cours pour instaurer éventuellement une périodicité de renouvellement de l'accueil sécurité.             |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |



**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (traçabilité)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. |
| <b>Constats :</b> Les QCM d'évaluation remplis à l'issue de l'accueil sécurité sont remis au responsable d'exploitation. Le classeur examiné in situ sur un chantier réalisé en janvier/février 2021 comportait bien le QCM des personnes intervenantes remplis en date du 11/01/2021.   |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (vérification)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant s'assure de l'assimilation des consignes données lors de l'accueil sécurité, à l'aide d'un QCM d'évaluation (version 4 de 2019.09).   |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.      |
| <b>Constats :</b> La procédure d'accueil des entreprises extérieures ( PS-GL-SGS-001 version 12) prévoit qu'en cas de modifications impactant les consignes de sécurité sur le site, le service sécurité environnement révisé la présentation Accueil Sécurité et le QCM associé et diffuse ensuite la nouvelle version dans la GED.<br>Un exemplaire du QCM d'évaluation des intervenants est conservé au sein de chaque dossier d'intervention. |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.   |
| <b>Constats :</b> Aucune habilitation spécifique n'est requise pour les intervenants extérieurs, à l'exception du CACES et de l'habilitation électrique explicitement visées dans l'autorisation de travail.<br>La procédure d'accueil des entreprises extérieures (PS-GL-SGS-001 version 12) définit les modalités de délivrance des badges d'accès et de l'accueil sécurité. L'exploitant a précisé que la gestion des accès par badge est en cours de déploiement pour suivre plus facilement la liste des intervenants présents sur le site. |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de procédure générale ayant trait aux interventions de prestataires sur les MMR. Toutefois, les procédures de maintenance des MMR fixe l'articulation entre les entreprises extérieures et le personnel de l'exploitant.<br>Cette répartition a pu être explicitement relevée au sein de la fiche d'instruction générale FIG-GL-PROD016 rév 3 du 1/07/2021 portant sur la maintenance des installations et outils de travail. Il y est défini si une maintenance périodique est faite en interne ou externe (intitulé, périodicité et colonnes int/ext). On retrouve également cette répartition dans la procédure sécurité PS-GL-SGS-016 version 31 portant sur la maintenance des EIPS/MMRI.<br>Un exemple portant sur l'étalonnage de détecteurs de gaz a été examiné. La fiche de sécurité locale FSL GLSGS-014 version 7 sur les asservissements de sécurité prévoit un étalonnage tous les 6 mois par prestataires et un contrôle de l'asservissement en interne tous les 6 mois.<br>Il pourrait être précisé dans cette fiche que le contrôle de l'asservissement est en fait réalisé juste après l'étalonnage, permettant de s'assurer du fonctionnement effectif du détecteur après sa phase d'étalonnage. Dans la GMAO, l'étalonnage et le contrôle d'asservissement sont tracés au sein d'une même intervention.<br>Il peut être noté que l'exploitant a fixé à son prestataire le formalisme du tableau à renseigner lors de l'étalonnage, référencé au travers du cahier des charges national CDC-HGH015 indice 0, validé le 11/07/2018 portant sur l'achat et la maintenance des détecteurs de gaz. |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** vitesse de traversée des voies ferrées

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/09/2018, article 8.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation sur le site   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La vitesse des véhicules routiers circulant sur les voies proches est limitée à 30 km/h et à 10 km/h lors de la traversée des voies ferrées.  |
| <b>Constats :</b> Le formulaire de l'autorisation de travail (FOR GL SGS 002 version 4) est un formulaire utilisé par tous les sites du groupe Gazechim. Il peut y être relevé une circulation prioritaire des wagons et engins de manutention alors que le contenu de la formation spécifique au site de Béziers ne mentionne pas la circulation de wagon et fixe une vitesse maximale de 15 km/h pour les véhicules. L'exploitant a précisé que l'approvisionnement du site de Béziers était réalisé uniquement par camions. Les rails ont uniquement une utilisation interne, pour pousser des wagonnets à la main afin de déplacer des sphères en intérieur et les mettre ainsi en sécurité en fin de journée. L'exploitant a signalé une réflexion en cours pour supprimer les rails, faute de potentiel de développement quant à leur emploi. Dans ces conditions, la prescription de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 13/09/2018, reprenant celle de l'article 7.2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2008, imposant une vitesse maximale de 10 km/h des véhicules lors de traversées de voies ferrées, devient inadaptée. |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |